

**RAPPORT N° 2024/2-17
au Bureau de la Communauté
en séance du jeudi 28 mars 2024**

OBJET : MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS – CREATION DE POSTES PERMANENTS

Conformément à l'article L313-1 du code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant de la collectivité.

Dans le cadre de la réorganisation des services de la CINOR intervenue en 2021 pour la mise en œuvre du projet de mandature, il a été créé, par délibération du 13 mars 2021, un poste de chef de projet « Transports par câble ». L'agent sur le poste quittant la collectivité, il est proposé en vue de procéder à son remplacement, d'ouvrir le poste aux voies statutaire et contractuelle (catégorie A de la filière technique du cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux). Cet emploi pourra être occupé par un agent contractuel sur le fondement des articles L. 332-8 et L. 332-14 du code général de la Fonction publique. La rémunération sera calculée par référence à la grille indiciaire du grade de recrutement. Elle sera aussi déterminée en prenant en compte, notamment, les fonctions occupées, la qualification requise pour leur exercice, la qualification détenue par l'agent ainsi que son expérience.

Par ailleurs, afin de répondre aux besoins des services, il est proposé d'ajuster le poste suivant :

Le poste permanent, à temps complet, de responsable de pôle exploitation à la direction de l'eau potable (Catégorie A, grade d'ingénieur principal, filière technique) est modifié en un poste permanent, à temps complet, de chargé.e de mission appui transversal et technique au pôle Transition Ecologique à la direction générale adjointe de la transition écologique, (Catégorie A, grade d'ingénieur principal, filière technique). Ce recrutement s'effectuera par voie statutaire.

Missions : Placé.e sous la responsabilité directe du DGA de la transition écologique, il. elle sera en appui pour l'instruction des dossiers transversaux aux directions du pôle TE, des dossiers transversaux relatifs aux partenariats internes et externes. Il. elle sera chargé.e du pilotage financier et stratégique, et apportera une expertise technique.

Enfin, par délibération en date des 17 décembre 2019 et 13 mars 2021, l'emploi de directeur. Ice de l'eau a été créé et ouvert au cadre d'emploi des ingénieurs territoriaux. Compte tenu de la réorganisation des services intervenue en février 2024, suite au bilan de mi-mandature et dans la mesure où les travaux de la direction de l'eau seront dorénavant confiés à la direction des travaux du cycle de l'eau, il est proposé d'élargir ce poste à la filière administrative et en particulier au cadre d'emplois des attachés territoriaux. Le recrutement s'effectuera par voie statutaire.

S'agissant pour le premier poste du remplacement d'un agent quittant définitivement la collectivité, pour le second d'un redéploiement interne et pour le troisième de l'élargissement d'un poste existant à une filière de même catégorie que le poste initial, ces mesures ne présentent pas d'impact budgétaire supplémentaire et les dépenses correspondantes sont imputées sur les crédits prévus à cet effet au budget de la collectivité.

Par conséquent, il vous est demandé :

- D'approuver le recours à la voie contractuelle pour le recrutement du chef de projet transport par câble en cas d'indisponibilité d'agents fonctionnaires pour ce poste.
- D'approuver la création de poste indiquée dans le rapport.
- D'approuver l'ouverture du poste de directeur.ice de l'eau à la filière administrative
- D'approuver la mise à jour du tableau des effectifs joint en annexe.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président,
Maurice GIRONCEL

Le Président,
Maurice GIRONCEL

Communauté
intercommunale
du Nord
de la Réunion

Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20240328-BC2024-2-17-DE
Date de télétransmission : 04/04/2024
Date de réception préfecture : 04/04/2024

**DECISION N° 2024/2-17
du Bureau de la Communauté
en séance du 28 mars 2024**

OBJET : MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS – CREATION DE POSTES PERMANENTS

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article» (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020 affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris, pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions;

Sur le RAPPORT n° 2024/2-17 du Président.

**APRES EN AVOIR DELIBERE
DECIDE**

ARTICLE 1

D'approuver le recours à la voie contractuelle pour le recrutement du chef de projet transport par câble en cas d'indisponibilité d'agents fonctionnaires pour ce poste.

ARTICLE 2

D'approuver la création de poste indiquée dans le rapport.

ARTICLE 3

D'approuver l'ouverture du poste de directeur.ice de l'eau à la filière administrative

ARTICLE 4

D'approuver la mise à jour du tableau des effectifs joint en annexe.

Nombre de votants : 13 (dont 1 procuration) Suffrages exprimés : 13 Vote pour : 13 Vote contre : 00 Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde

03 AVR 2024

Le Président,
Maurice GIRONCEL

Le Président
Maurice GIRONCEL

C.I.N.O.P.
Communauté
Intercommunale
du Nord
de la Réunion
Département de la Réunion

Accusé de réception en préfecture 974-249740119-20240328-BC2024-2-17-DE Date de télétransmission : 04/04/2024 Date de réception préfecture : 04/04/2024
--